

Peter Rauscher, Andrea Serles, Thomas Winkelbauer (Hg.), *Das „Blut des Staatskörper“*. *Forschungen zur Finanzgeschichte der Frühen Neuzeit* München, Oldenburg (Historische Zeitschrift-Beiheft 56), 2012, 593 p., 89,80 €

Vincent Demont



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/7808>

DOI : 10.4000/ifha.7808

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Vincent Demont, « Peter Rauscher, Andrea Serles, Thomas Winkelbauer (Hg.), *Das „Blut des Staatskörper“*. *Forschungen zur Finanzgeschichte der Frühen Neuzeit* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 13 décembre 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/7808> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.7808>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Peter Rauscher, Andrea Serles,
Thomas Winkelbauer (Hg.), *Das „Blut
des Staatskörper“. Forschungen zur
Finanzgeschichte der Frühen Neuzeit*

München, Oldenburg (Historische Zeitschrift-Beiheft 56), 2012, 593 p.,
89,80 €

Vincent Demont

Plus de 1 800 notes de bas de page : le moins que l'on puisse dire est que l'ouvrage ne recule pas devant l'érudition. Loin d'être gratuite, celle-ci est un moyen d'introduire à la diversité des sources aujourd'hui prises en compte pour écrire l'histoire des finances publiques : rapports et correspondances de toutes sortes, relations ou traités diplomatiques, textes de lois, mémoires ou discours politiques, mais aussi et surtout comptabilités sous toutes leurs formes – qu'il s'agisse de journaux ou de bilans, d'actes princiers, militaires ou marchands, de quittances ou d'inventaires de fortunes. Ces actes de colloque ne proposent donc ni manifeste méthodologique, ni abrégé du fonctionnement des finances à l'époque moderne, mais bien plutôt l'immersion, par la juxtaposition de travaux de première main, au cœur d'une histoire en train de s'écrire ou de se réécrire. Ils présentent également l'originalité de réintroduire au cœur de ce foisonnement un espace longtemps négligé par l'histoire financière comme par celle des constructions étatiques : le Saint Empire, sur lequel le recenseur se permettra d'insister davantage que ne le fait la structure de l'ouvrage.

Le terrain impérial, ou impérial et habsbourgeois, montre en effet la fécondité d'une réflexion sur les phénomènes de construction étatique qui passe par l'étude des finances. Les impôts d'Empire établis vers 1600 furent longtemps vus au prisme exclusif des territoires ; mais depuis la redécouverte historiographique de la Diète, où ils étaient discutés, leur dimension impériale ne fait plus de doute (M. Lanzinner). La territorialisation fiscale néanmoins constatée au XVIIe siècle ne laisse pas l'Empereur sans réaction, même si ses tentatives – qu'elles s'appuient sur les villes libres ou sur les

Juifs – restent largement vaines (P. Rauscher). L'univers social du *Reichspfennigmeister* Zacharias Geizkofler (1560-1617), à l'intersection de l'institution d'Empire, des réseaux courtisans des Etats territoriaux et du monde marchand, offre une autre perspective sur le même phénomène : le décentrement du réseau fiscal impérial (A. Sigelen). Mais la complexité de fonctionnement que celui-ci induit peut parfois être gage d'efficacité, que ce soit à l'échelle d'un territoire ou de l'ensemble de l'édifice. Dans la Saxe du XVII^e siècle, la diète territoriale prend des allures d'assemblée des créanciers, tant l'endettement princier correspond en fait à une forme d'épargne des élites nobiliaires et citadines (U. Schirmer). A la même époque, en Hongrie royale, la refonte très large des institutions fiscales par les Habsbourg ne permet pas à ceux-ci, pour financer la guerre contre le Turc, d'éviter l'emprunt ; mais la diversité des souverainetés qu'ils exercent semble plutôt leur servir d'atout vis-à-vis des créanciers (I. Kenyeres). Ceux-ci sont d'ailleurs d'origines extrêmement variées, puisqu'on y trouve officiers, nobles et marchands d'Europe médiane – Augsbourg tenant bien sûr une place particulière ; et leur diversité semble être l'un des facteurs permettant aux Habsbourg d'Autriche d'éviter les faillites coutumières à leurs parents espagnols (L. Winder).

« Etat fiscal avorté », au dire des auteurs, le Saint Empire voit sa singularité réduite par les relectures de l'histoire financière européenne que rassemble le reste de l'ouvrage. Plusieurs soulignent l'importance des usages anciens dans les évolutions de l'époque moderne. Si les Ottomans échappent, au XVII^e siècle, à la nécessité européenne de l'endettement public, c'est du fait de la dualité maintenue entre l'Empire et le sultan, le second portant secours au premier pour constituer une forme originale d'autarcie financière (P. Fodor). Dans les monarchies occidentales elles-mêmes, évolution ne rime pas systématiquement avec nouveauté : en Franche-Comté, c'est en s'appuyant sur les structures traditionnelles que Louis XIV parvient à faire face à la guerre de succession d'Espagne (D. Dee), et l'analyse des finances savoyardes du XVIII^e siècle montre l'importance de l'ancien système des subsides dans l'affirmation de la nouvelle puissance anglaise sur le continent (Ch. Stoors). La réduction des possessions nobiliaires au profit du domaine royal, menée en Suède par Charles XI, peut largement s'interpréter comme le retour à une économie domaniale conservant quelques éléments fiscaux (W. Buchholtz). En France, l'étude du financement des infrastructures routières montre le caractère tardif (fin XVIII^e siècle) du basculement vers un système d'imposition direct et de concession, et la prégnance des financements locaux, y compris par le recours à la corvée (A. Conchon). C'est au contraire le recours croissant à des intermédiaires entre Istanbul et les provinces de l'Empire, qui conduit à une divergence entre les finances ottomanes et l'essentiel des finances européennes à l'époque moderne (K. Karaman et S. Pamuk) – ce même si le centre et les provinces, dans l'Empire ottoman, ont pu se renforcer simultanément (C. Sahin-Fuhrmann). L'étude, de seconde main exclusivement, de la divergence entre finances anglaises et chinoise, s'attache également à cette notion de divergence (P. Vries). L'examen des affaires de banquiers florentins, les Salviati (H. Lang), et des débats suscités par la pratique du *donativo* dans le royaume de Naples (M. C. Giannini) montrent enfin qu'on aurait tort de considérer la finance publique comme une affaire exclusivement économique, tant celle-ci est propice aux espérances sociales et aux discussions politiques.

L'attention, tout au long de l'ouvrage, se porte plus volontiers vers les retards ou les hésitations, les périphéries ou les espaces où de négociation de la centralité politique, les intermédiaires et hommes de l'ombre plutôt que les rois ou les princes : la diversité

des approches présentées apparaît donc comme révélatrice des travaux actuels. Par la qualité et la densité des communications présentées, ainsi que par la diversité et l'importance des thématiques abordées – qu'il s'agisse des rythmes du changement, de la différenciation spatiale des structures étatiques ou de l'interpénétration de milieux sociaux souvent considérés de manière isolée, cet état de l'art fera date. En refermant l'ouvrage, on est donc convaincu que ce supplément à la *Historische Zeitschrift* est, pour longtemps, une référence.

AUTEUR

VINCENT DEMONT

Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense